



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°03 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Proposée par une commission ad-hoc, une hausse salariale pour les fonctionnaires entre 100 et 142 % coûterait l'équivalent de 7,5 Mds EUR ;
- ❖ **Bhoutan** : Réflexion en cours sur l'intégration de GMC au cadre fiscal du gouvernement du Bhoutan ;
- ❖ **Inde** : Les négociations de l'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et l'Union européenne entrent dans une phase décisive ;
- ❖ **Maldives** : Les autorités affichent une amélioration des finances publiques ;
- ❖ **Népal** : Hausse de la dette publique ;
- ❖ **Sri Lanka** : La croissance 2025 estimée à 4,6% par la Banque mondiale.

À RETENIR

4,6%

Prévision de croissance de l'économie sri lankaise par le Banque Mondiale

Bangladesh

Proposée par une commission ad-hoc, une hausse salariale pour les fonctionnaires entre 100 et 142 % coûterait l'équivalent de 7,5 Mds EUR

La Commission des salaires (Pay Commission) vient de remettre son rapport au Conseiller en chef le Pr. Yunus, recommandant d'augmenter la grille salariale des fonctionnaires entre 100 et 142%. La Pay Commission est un organe officiel ad hoc chargé de proposer la révision de la structure des salaires, indemnités et pensions des agents publics. Elle est en générale constituée par le gouvernement tous 10 ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2015.

Ainsi, le salaire de base (hors prime) du grade le plus élevé (grade-1) passerait de 78.000 Tk par mois à 160.000 (1120 EUR). La fourchette de salaire du grade le plus faible serait revue de 8.250-20.000 Tk à 20.000-48.400 Tk (entre 140 et 340 EUR). A ce salaire de base s'ajoute plusieurs primes (transport, logement, divers festivals), elles aussi réévaluées.

La commission a également recommandé une mise en œuvre partielle de la nouvelle structure salariale à compter du 1er janvier 2026, avec une mise en œuvre complète à compter du 1er juillet 2026.

Selon certaines estimations, la mise en œuvre complète de cette recommandation nécessiterait un coût budgétaire additionnel d'environ 1060 Mds Tk (7,5 Mds EUR) par an. A titre de référence, le budget des salaires pour 2025-26 a été fixée à 1310 Mds Tk. Cela représenterait ainsi une hausse de 80% de l'enveloppe.

Cette proposition intervient alors que les contraintes budgétaires demeurent importantes, faute de hausse suffisante de la collecte fiscale. La collecte fiscale espérée en 2025-26 ne sera que de 5180 Mds Tk, et la mise en œuvre de cette réforme représenterait un important effort budgétaire. Dans le même temps, le pays connaît en effet une inflation très importante depuis plus de trois ans, rognant sur le pouvoir d'achat.

[Pay Commission recommends up to 142% salary hike for govt employees – The Daily Star](#)

Le gouvernement envisage de conserver deux banques publiques, fusionner les autres

Le Gouverneur de la Banque centrale a annoncé que le gouvernement étudiait un plan de restructuration du secteur bancaire public consistant à retenir seulement deux grandes banques sous contrôle public et à fusionner les autres établissements publics fragiles.

Pour rappel, la Banque centrale n'a pas la responsabilité de la supervision des banques publiques. La Financial Institutions Division, sous le Ministère des Finances, est en charge de suivre ces sujets-là.

La fusion de plusieurs acteurs vise à consolider les bilans, rationaliser les coûts et renforcer la capacité de financement de l'économie, tout en maintenant une présence stratégique de l'État dans le secteur bancaire.

[Govt considers keeping two public banks thru merging rest – The Financial Express](#)

Un fonds de 400 Mds Tk (2,8 Mds EUR) pour assainir le secteur bancaire

Les recettes fiscales du Bangladesh ont augmenté de 14 % au premier semestre de l'exercice 2025-26, mais restent inférieures d'environ 690 Mds Tk (4,8 Mds EUR) par rapport aux objectifs fixés, selon le National Board of Revenue (NBR). Cette sous-performance s'explique par un ralentissement de la croissance économique et des recettes d'importation plus faibles. Le niveau des recettes est depuis la dernière revue du FMI un critère quantitatif du programme.

[Revenue collection rises by 14%, yet falls Tk46,000cr short of target in H1](#)

Bhoutan

Réflexion en cours sur l'intégration de GMC au cadre fiscal du gouvernement du Bhoutan

Bien que le ministre des Finances ait indiqué que Gelephu Mindfulness City (GMC) fonctionne comme une entité séparée, l'introduction de la GST pose la question de son articulation avec le reste du Bhoutan sous juridiction du gouvernement (RGoB). Au sein de GMC, la GST ne s'applique qu'aux services (télécommunications, électricité, banque et services financiers), tandis que les autres biens restent soumis au régime de taxe sur la vente. Ce schéma instaure une dualité fiscale interne à GMC.

Le statut séparé de GMC implique qu'elle n'est pas automatiquement couverte par les accords bilatéraux conclus par le Bhoutan. Ainsi, l'accord de libre-échange entre le Bhoutan et l'Inde ne s'applique pas à GMC. Les échanges entre GMC et le reste du Bhoutan sont traités comme des flux commerciaux internationaux. Les exportations et importations entre les deux juridictions sont donc soumises au taux GST appliqué aux pays tiers.

Cette configuration soulève la question de l'intégration de GMC dans le cadre commercial existant, notamment vis-à-vis de l'Inde, principal partenaire économique du Bhoutan. Des discussions sont en cours pour déterminer comment GMC pourrait être prise en compte dans les clauses bilatérales négociées entre le RGoB et l'Inde, ainsi que dans ses interactions économiques avec le reste du territoire bhoutanais.

[RGoB services in GMC subject to GST - Kuensel](#)

Inde

Les négociations de l'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et l'Union européenne entrent dans une phase décisive

A l'occasion du Forum économique mondiale à Davos, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que les négociations relatives à l'ALE entre l'Inde et l'Union européenne étaient entrées dans leur phase finale. Elle a indiqué qu'une signature à très court terme pouvait être envisagée, sous réserve de la finalisation de quelques étapes procédurales encore en suspens.

Cet accord devrait stimuler les exportations indiennes dans les secteurs du textile, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques et des biens d'ingénierie. D'autres filières, telles que les pierres précieuses et la bijouterie, les produits pétroliers, l'acier et le fer, ainsi que différents

biens manufacturés devraient également bénéficier de concessions tarifaires et d'une plus grande convergence réglementaire dans le cadre du régime de libre-échange.

Du côté des exportations européennes, les biens d'équipements et la machinerie, l'aéronautique, les véhicules ainsi que les produits chimiques industriels figurent parmi les secteurs appelés à bénéficier en priorité d'un démantèlement tarifaire.

Pour mémoire, les échanges bilatéraux de biens entre l'Inde et l'Union européenne se sont élevés à environ 136,5 Mds USD de dollars en 2024-25, l'Inde ayant exporté environ 75,8 Mds USD vers l'UE. Par ailleurs, dans un scénario ambitieux, les exportations vers l'UE et l'Inde pourraient doubler au cours des trois prochaines années une fois l'accord conclu. Il convient de rappeler l'ampleur de cet accord, avec un marché intégré de 2 milliards de personnes soit près d'un quart du PIB mondial.

Au-delà de ses retombées commerciales, l'ALE est perçu comme un instrument stratégique de diversification des débouchés d'exportation, tant pour l'Inde que pour l'Union européenne, contribuant à réduire leur dépendance à l'égard du marché américain.

Dans ce contexte, le président du Conseil européen, António Luís Santos da Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, effectueront une visite d'État en Inde du 25 au 27 janvier en tant qu'invités d'honneur des célébrations du 77^e Jour de la République et co-présider également le 16^e sommet Inde-UE le 27 janvier, à l'occasion duquel la conclusion des négociations de l'ALE pourrait être annoncée. Un Forum d'affaires Inde-UE devrait également être organisé en marge du sommet, selon le ministère.

[India–EU FTA likely to spur textiles, pharma, engineering sectors: exporters - The Economic Times](#)

Des entrées d'Investissements Directs Etrangers (IDE) soutenues malgré un net recul des flux nets

Au cours des cinq dernières années (exercice 2020-2025), les entrées brutes d'investissements directs étrangers (IDE) en Inde ont oscillé au sein d'une fourchette comprise entre 70 et 85 Mds USD par an, avec un taux de croissance annuel composé modéré d'environ 2 %. A noter que, selon le secrétaire au Department for Promotion of Industry and Internal Trade (DPIIT), l'Inde aurait reçu 51 Mds USD d'entrée brutes d'investissements directs étrangers lors des six derniers mois.

En revanche, les flux nets d'IDE ont chuté fortement, passant de 44 Mds USD en 2020 à seulement 1 Md USD en 2025, et ce, en raison d'une hausse des rapatriements de profits des multinationales et des sorties d'IDE. Malgré ce repli des flux nets, une analyse de CareEdge Ratings souligne que le rendement moyen des IDE entrants en Inde reste élevé (7,3 %), traduisant une performance plus solide que celle de nombreuses autres économies émergentes et développées.

Dans le même temps, et paradoxalement, l'attractivité internationale de l'Inde continue de se renforcer, selon une enquête mondiale menée par PwC auprès des PDG. En effet, le pays est désormais la deuxième destination d'investissement la plus prisée au monde, juste derrière les États-Unis. Environ 13 % des dirigeants d'entreprise interrogés citent l'Inde comme leur destination d'investissement privilégiée pour 2026, contre 7 % en 2025, et prévoient d'augmenter leurs investissements en Inde au cours des douze prochains mois, plaçant le pays juste derrière les États-Unis et à un niveau comparable à celui du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

Néanmoins, à noter que si la dynamique macroéconomique globale reste robuste, l'investissement privé domestique demeure relativement faible, ce qui constitue un facteur de risque pour la croissance à moyen terme. Le secteur public capte aujourd'hui une part importante du crédit disponible, limitant l'accès des entreprises privées au financement et contribuant au maintien de taux d'intérêt plus élevés qu'ils ne le seraient autrement. Cette situation réduit l'incitation des entrepreneurs à engager de nouveaux investissements. Par ailleurs, l'augmentation de la dette publique, le ratio dette/PIB étant passé d'environ 60 % en 2014 à près de 81 % aujourd'hui, restreint progressivement l'espace budgétaire disponible pour soutenir l'investissement.

[India's average return on FDI remains robust at 7.3%, outperforming emerging economies: CareEdge - The Economic Times](#)

Selon la SBI, l'Inde passera en 2030 au statut de « Pays à revenu intermédiaire supérieur »

Selon un rapport récent de la State Bank of India (SBI), l'Inde va rejoindre la Chine en tant que pays revenu intermédiaire supérieur d'ici la fin de cette décennie, signifiant que le revenu national brut (RNB) par habitant pourrait atteindre environ 4 000 USD d'ici 2030, soit le seuil utilisé par la Banque mondiale pour classer un pays comme revenu intermédiaire supérieur.

Le rapport met en lumière l'accélération du développement économique de l'Inde : le pays a mis 60 ans pour passer d'une économie à faible revenu à une économie à revenu intermédiaire inférieur en 2007, mais depuis lors, la croissance du revenu par habitant s'est accélérée, avec des gains de revenu par habitant plus réguliers.

Par ailleurs, l'amélioration du cadre macroéconomique, des réformes structurelles mises en œuvre depuis le milieu des années 2010 (réforme fiscale avec la GST, formalisation de l'économie, digitalisation des paiements, développement des infrastructures physiques et numériques) et la dynamique démographique ont conjointement contribué à accroître la productivité, à élargir l'assiette fiscale et à soutenir la progression du revenu par habitant.

Selon les prévisions de la SBI, l'Inde pourrait atteindre un PIB nominal de 5 000 Mds USD autour de 2027-2028, et potentiellement devenir la troisième plus grande économie mondiale d'ici 2028.

[India set to move into upper-middle-income group by 2030 & join China: SBI - The Economic Times](#)

La valeur de l'or détenue par les ménages approche désormais 80% du PIB

Selon le rapport Outlook 2026 d'IIFL Capital, une entreprise de services financiers, la valeur de marché de l'or familial approche désormais près de 80 % du PIB de l'Inde, grâce à l'accumulation au fil du temps, à la forte hausse des prix de l'or et de sa valeur refuge avérée.

Ce stock considérable détenu par les ménages indiens, estimé à environ 25 000 tonnes, est de plus en plus considéré comme amortisseur économique majeur. Il contribue à renforcer la stabilité financière, la résilience monétaire et le soutien à la demande des ménages en période d'incertitude économique mondiale.

Le rapport souligne que seule une fraction limitée de cet or est actuellement mobilisée comme garantie (collatéral), ce qui laisse un potentiel significatif de développement du crédit adossé à l'or. Ce mécanisme pourrait soutenir la croissance du crédit sans accroître sensiblement le risque systémique, notamment dans un contexte où les prêts de détail non sécurisés montrent des signes de tension.

[India emerges as fastest-growing insurance market, Swiss Re says](#)

Selon l'enquête PLFS, le chômage a augmenté à 4,8% en décembre 2025

Le taux de chômage en Inde a légèrement augmenté pour atteindre 4,8 % en décembre 2025, contre 4,7 % en novembre, selon les données officielles du Periodic Labour Force Survey (PLFS) publiées récemment. Cette augmentation minime est principalement due à une hausse du chômage dans les zones urbaines, tandis que le taux est resté stable dans les zones rurales.

Plus précisément, le chômage urbain est passé à 6,7 % en décembre contre 6,5 % le mois précédent, tandis que le chômage rural est resté autour de 3,9 %.

Le rapport indique également que le taux de participation à la population active (LFPR) a affiché une tendance à la hausse, ce qui signifie qu'une plus grande proportion de personnes en âge de travailler était soit employée, soit activement à la recherche d'un emploi.

[India's unemployment edges up to 4.8% in December - check outlook for 2026](#)

Maldives

Les autorités affichent une amélioration des finances publiques

Le déficit budgétaire a atteint 3 476 MMVR en 2025 à comparer à 13 108 MMVR un an auparavant. Les recettes ont progressé de 12,9% entre 2024 et 2025 quand les dépenses enregistraient une baisse de 10,6%. Si les remboursements d'emprunts sont intégrés, le déficit passe à 14 583 MMVR en 2025 (12,3% du PIB environ) à comparer à 18 208 MMVR en 2024 (16,8% du PIB). Les retards dans l'enregistrement des dépenses, le report massif de dépenses en capital hors budget et l'accumulation d'arriérés continuent de fausser la lecture de la dynamique budgétaire réelle.

[Finances](#)

Accroissement des réserves de change en 2025 : Les dernières données publiées par la Maldives Monetary Authority (MMA) font état d'une hausse des réserves officielles à 983 MUSD fin 2025, contre 673,9 MUSD un an auparavant. Les réserves nettes sont, quant à elles, passées de 63,4 MUSD fin 2024 à 244 MUSD fin 2025, ce qui ne représente que 14 jours d'importations de biens et services (à comparer à 4 jours fin 2024). Cette amélioration constitue un signal positif pour la liquidité extérieure du pays, dans un contexte où les besoins en devises restent structurellement élevés (importations, service de la dette).

[MMA](#)

Népal

Hausse de la dette publique

La dette publique népalaise en cours atteint environ 19,4 Mds USD à la mi-janvier 2026, en hausse par rapport à 18,5 Mds USD au début de l'exercice budgétaire.

Le stock de dette représente 46% du PIB, dont 53% sous forme de dette externe et 47% sous forme de dette interne. Rapporté au PIB, la dette interne représente 21,6% et la dette externe 24,3%.

L'objectif gouvernemental pour l'exercice en cours prévoit un recours à l'endettement d'environ 4,1 Mds USD. A la revue de mi-parcours, environ 1,5 Md USD avaient été mobilisés, soit 36% de la cible annuelle, ce qui suggère un rythme d'emprunt en sous exécution.

[Outstanding public debt exceeds 2800 billion - MyRepublica](#)

Le FMI recommande au Népal de consolider la stabilité et d'accélérer les réformes

Le FMI estime que le Népal traverse une phase de transition marquée par des tensions sociales et un environnement externe incertain. Les demandes internes portent sur la transparence, la gouvernance et un accès plus équitable aux opportunités économiques. Dans ce contexte, les réformes visent à concilier stabilité macroéconomique et croissance inclusive.

Depuis 2022, la priorité a été de restaurer la stabilité après le choc de la pandémie et la chute du tourisme. La croissance du PIB est passée de 2% en 2023 à 3,7% en 2024 et devrait atteindre environ 4,3% en 2025, avec une poursuite attendue en 2026 malgré des risques externes persistants.

Les vulnérabilités macroéconomiques se sont atténuées. Les réserves de change ont augmenté jusqu'à couvrir près d'un an d'importations, la discipline budgétaire a contribué à stabiliser la dette et l'inflation est restée inférieure à la cible monétaire. Cette amélioration renforce les marges de manœuvre, bien que la reprise demeure incomplète en raison d'une demande interne faible et d'une confiance des investisseurs en retrait.

Sur le plan structurel, des progrès ont été réalisés dans la modernisation du cadre fiscal, la supervision bancaire et la transparence. Des réformes sont en cours pour renforcer l'autonomie de la banque centrale et améliorer le fonctionnement des entreprises publiques, bien que l'instabilité politique persiste. Les contraintes majeures restent l'exécution budgétaire, le retard dans les projets d'infrastructure et un climat d'investissement peu favorable au secteur privé. En parallèle, en février 2025, le Népal a été réinscrit sur la liste grise du GAFI.

La poursuite de la transition implique une meilleure allocation du capital, une intégration commerciale accrue et un environnement favorable à l'investissement domestique, notamment dans l'hydroélectricité et les infrastructures liées au commerce. Le renforcement de la gouvernance, de la concurrence et de la supervision financière demeure indispensable pour soutenir l'emploi et une croissance plus inclusive.

Sri Lanka

La croissance 2025 estimée à 4,6% par la Banque mondiale

Ce chiffre, plus élevé qu'initialement anticipé, fait suite à une croissance de 5,0% en 2024, année qui avait marqué un rebond post-récession (-2,3% en 2023). La Banque mondiale anticipe ensuite un ralentissement graduel : 3,5% en 2026 (ce qui paraît conservateur compte tenu de l'effet d'entraînement lié à la reconstruction post-cyclone), puis 3,1% en 2027.

[Banque mondiale](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	B-	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi – [L'essor du commerce de services en Inde et la pérennité du modèle](#)
- SE de Dhaka, avec les contributions du SER de New Delhi et du SE de Colombo – [La filière textile en Asie du Sud : un pilier économique au défi de la compétitivité et de la durabilité](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr